

INTRODUCTION

Ce livre est le second d'une série de deux volumes qui portent sur la période du 1^{er} janvier 1956 au 10 juin 1957, date des élections générales au cours desquelles le gouvernement libéral dirigé par le Premier ministre Louis Saint-Laurent a été renversé par le Parti progressiste conservateur de John G. Diefenbaker. Bien qu'il soit évidemment impossible de diviser la période en deux volumes absolument complets et autonomes, l'éditeur et le Directeur général de la publication ont essayé de garder groupés autant que possible les documents apparentés sans trop s'écarter de l'organisation thématique qui caractérisait les volumes précédents de cette série. Il fallait en même temps, pour des raisons pratiques et budgétaires, que les deux volumes aient à peu près la même grosseur. Le premier volume, publié en juin 2001, se concentrait sur la crise de Suez et traitait du Moyen-Orient, des Nations Unies, de l'OTAN et du Commonwealth. Ce volume porte sur les relations avec les États-Unis, l'Union soviétique et l'Europe, l'Extrême-Orient, et l'Amérique latine. Il comprend des chapitres additionnels sur l'Afrique du Nord, l'énergie atomique et les relations économiques multilatérales.

Le visage changeant de la guerre froide entre l'Occident et l'Union soviétique a continué de préoccuper les décideurs canadiens pendant une bonne partie de la période étudiée dans ce volume. Ottawa a accueilli favorablement la baisse des tensions qu'annonçait la décision prise par Moscou d'instaurer une « coexistence concurrentielle » et s'est réjoui lorsque le Premier ministre soviétique, Nikita Khrouchtchev, a dénoncé Staline lors du 20^e Congrès du Parti Communiste, en février 1956. « Il y a peu de doute que le mythe de Staline est en voie d'être complètement détruit » jubilait le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester B. Pearson. « À présent, le corps de Staline – tout comme le cadavre d'Oliver Cromwell, va probablement être pendu, noyé et écartelé. » [Document 537] Bien qu'intrigué par cette évolution en Union soviétique, Ottawa se méfiait encore des intentions de Moscou. Au sein du ministère des Affaires extérieures, R.A.D. Ford, qui était le chef de la Direction de l'Europe et le plus éminent soviétologue du Canada, faisait cette sinistre mise en garde : « comme les visées des Soviétiques demeurent essentiellement les mêmes, la menace que fait peser l'URSS, bien qu'elle ait changé de caractère, demeure lourde et, à certains égards, plus dangereuse que la politique purement agressive de Staline. » [Document 536]

Parfois, les autorités canadiennes hésitaient sur ce qu'il fallait faire face à cette menace différente. C'était particulièrement le cas quand il s'agissait de réagir à la présence grandissante de Moscou dans les pays en développement. R.A.D. Ford et A.E. Ritchie, qui était à la tête de la Direction économique, ne s'entendaient absolument pas sur la stratégie occidentale et canadienne à adopter pour contrer les nouvelles interventions soviétiques en Afrique et en Asie. [Document 539] En revanche, les décideurs canadiens étaient d'accord pour négocier directement avec l'Union soviétique et ses satellites d'Europe de l'Est. Ils estimaient tous qu'il était judicieux de conclure un accord commercial avec Moscou et de vendre du blé canadien à l'URSS moyennant un paiement en espèces. La plupart d'entre eux reconnaissaient aussi la nécessité de prendre la direction du programme bilatéral et d'empêcher Moscou de définir les relations. « Nous ne pouvions pas nous borner à répondre aux visites proposées par le gouvernement soviétique en l'invitant à notre tour », déclarait M. Pearson à ses collègues du Cabinet. « Nous devons prendre nous-mêmes l'initiative dans des